

I - Pourquoi l'économie a-t-elle besoin du politique ?

- Une idée a prévalu tout au long du XIX^e siècle jusqu'en 1929, puis de 1975 à 2009 : l'économie est capable de se réguler toute seule. L'intervention des pouvoirs publics était alors jugée au mieux inutile (« laissez faire, laissez passer ») et au pire néfaste. Cette idée têtue est démentie par les faits :
 - livrée à elle-même, l'économie ne va que de crise en crise, à peu près une tous les 8 ans, même si elles n'ont pas toutes la même ampleur et qu'elles n'affectent pas tous les pays en même temps. La globalisation économique remet ceci en cause.
 - les périodes de prospérité économique correspondent aux périodes où l'activité économique a été la plus régulée par les pouvoirs politiques, qu'il s'agisse des pouvoirs nationaux ou internationaux. La période des « Trente glorieuses » (1945-1975) est très symbolique de l'utilité de cette implication du politique dans l'économie.
- L'idée que l'économie est capable de se passer d'une intervention politique pour se réguler repose sur l'essentiel sur deux croyances :
 - l'acteur économique est profondément rationnel et dispose d'une information parfaite pour assurer cette rationalité
 - les marchés sont « parfaits », c'est-à-dire laissés au libre jeu de la concurrence.

En réalité, ces deux idées sont profondément inexactes ce qui justifie l'intervention du politique.

1. L'acteur économique n'est pas rationnel

Pour qu'un acteur économique puisse agir rationnellement (en supposant que ce soit le cas), il doit connaître les conséquences éventuelles de son action.

Pour cela, il doit être capable d'anticiper l'avenir : on peut prendre ici le cas du marché de l'immobilier : pour décider rationnellement de l'achat ou de la vente de son bien, on doit à peu près savoir de quoi l'avenir du marché sera fait.

On va essayer de se renseigner à l'aide de personnes (des experts) qu'on estime mieux informées. Mais la plupart des experts essaient eux mêmes de se renseigner à partir de personnes mieux informées.

Chacun étant dans le doute essaie de forger son opinion à partir de l'opinion des autres...qui font pareil. Keynes appelait cela les « comportements mimétiques ». En économie cela peut donner alors des résultats curieux : j'achète une maison parce que je pense que le prix va monter. Je pense que ce prix va monter parce que d'autres pensent qu'il va monter, et ces autres ont fait la même démarche que moi, faute d'une information suffisante.

On en arrive alors aux « anticipations auto réalisatrices » : si moi et les autres nous achetons une maison parce que nous pensons que le prix va monter, il y aura plus d'achats que d'offres et le prix va effectivement monter...ce qui confirmera que j'avais raison d'acheter.

C'est aujourd'hui le cas de la Grèce : j'anticipe de sa part un défaut de paiement, les autres acteurs font pareil, nous demandons à la Grèce des taux d'intérêts de plus en plus élevés pour lui prêter de l'argent, ce qui l'oblige à des remboursements de plus en plus importants, ce qui la pousse au défaut de paiement.

En bref, la crise peut durer longtemps si personne n'est capable de casser ces anticipations, et surtout dispose de suffisamment de poids pour « imposer » une autre logique sur l'avenir d'où le rôle nécessaire des pouvoirs publics.

Il faut ajouter à cette incertitude sur l'avenir le problème de l'asymétrie d'information.

Une information sur le marché est dite asymétrique quand le vendeur et l'acheteur n'ont pas les mêmes connaissances des caractéristiques d'un produit. A ce moment l'équilibre sur un marché ne peut se faire que de façon arbitraire, et nécessite justement l'intervention d'un arbitre.

Prenons deux exemples :

- sur le marché des véhicules d'occasion, le vendeur en sait plus sur l'état du véhicule que l'acheteur. Si ce dernier ne dispose pas de garanties fournies par les pouvoirs publics (notion de vice caché par exemple), il n'achètera pas de véhicule et le marché s'effondrera.

- sur le marché de l'assurance, c'est l'inverse : l'acheteur en sait plus sur son comportement que l'assureur. Celui-ci peut alors être tenté de maximiser les prix pour se couvrir, ce qui fera alors fuir l'assuré « raisonnable » qui jugera l'assurance trop chère. L'assureur a alors besoin de garanties publiques pour maintenir des prix relativement accessibles à tous.

Sur ce premier point, on se rend donc compte que la politique doit tout simplement permettre à l'activité économique d'exister.

2. Les marchés sont imparfaits

Cette idée peut être abordée sous deux angles un peu différents : le pouvoir et le problème des externalités

- Le pouvoir : un marché est dit parfait si chaque consommateur a le même pouvoir que les autres (le prix fait alors la différence et hiérarchise les préférences) et si chaque producteur est libre à tout moment de venir proposer un produit qui vient faire concurrence.

Mais dans la réalité, on sait parfaitement qu'il y a des consommateurs qui ont plus de pouvoir (économique, social et politique) que les autres : ils ont la capacité, en dehors du prix, d'imposer leurs préférences.

On peut prendre ici l'exemple du logement (pourquoi si peu de logements sociaux alors que la demande existe ?).

On sait également qu'il existe des barrières à l'entrée pour de nouveaux producteurs :

- barrières légales (exemple de l'implantation de grandes surfaces qui sont justement soumises à des autorisations administratives)
- barrières économiques : le coût d'entrée sur le marché est trop important (exemple des logiciels informatiques)
- barrières « illégales » : ententes, trusts... pour maintenir des prix élevés ou pour ne pas mettre sur le marché des produits jugés non rentables.

Sur ce plan là également la présence du pouvoir politique pour limiter les abus des plus puissants est nécessaire, faute de quoi l'activité économique ne peut être qu'anarchique.

- Les externalités : Une externalité en économie est un résultat imprévu d'une action économique. Il existe des externalités positives et négatives :
 - l'externalité positive : les effets d'une action économique sont positifs pour l'ensemble de l'économie et de la vie sociale, sans même que l'acteur ne s'en doute
 - mais les externalités peuvent être négatives : une action économique a des effets le plus souvent « involontaires » sur l'ensemble de l'économie et de la société.

On peut bien sûr prendre l'exemple des pollutions, mais aussi, dans l'actualité récente, des spéculations qui déstabilisent le système financier et surtout faussent les « valeurs réelles » des entreprises.

Le but est donc d'inciter aux externalités positives et de décourager les externalités négatives.

Or, l'économie n'en est pas capable, et cette incapacité peut empêcher une activité économique d'exister :

- à combien peut-on fixer par exemple le prix d'une externalité positive (combien payer quelqu'un qui participe à une campagne de prévention médicale ? Ou, qui participe au tri sélectif des déchets ?)
- en sens inverse, comment le marché peut-il fixer le prix d'une externalité négative, le prix d'une pollution collective par exemple ?

Si on pousse même le raisonnement, on se rend compte que le comportement « négatif » est en général plus rentable que le positif : il est par exemple plus facile de mettre tous ses déchets dans une poubelle que de les trier.

Pour une compagnie pétrolière, il est plus rentable de faire naviguer des pétroliers « poubelle » en intégrant dans le prix de vente une éventuelle catastrophe écologique (qui, si elle ne survient pas est tout bénéfice), que de dépenser en pétroliers neufs et plus sûrs.

Mais si les coûts induits par l'activité économique ne sont pas régulés, ils peuvent alors être jugés insupportables et l'activité économique elle-même sera alors interdite ou sera illégale (exemple du marché de la drogue). C'est ce que l'on appelle alors la « décroissance »

Pour que l'activité économique puisse alors exister légalement, elle a besoin d'un cadre légal et fiscal qui la protège de ses propres excès. La politique aide donc bien l'économie à exister.

II- Pourquoi est-il si difficile d'influencer l'économie ?

Si tout le monde est à peu près d'accord pour admettre la nécessité de l'intervention du politique dans l'économie, pourquoi y arrive-t-on aussi peu ?

Deux réponses peuvent être avancées ici : - l'intérêt individuel - les forces en présence

1. L'intérêt individuel

Dans une société, la plupart des gens sont convaincus de la supériorité de l'honnêteté sur le vol. Sauf justement les voleurs qui ont intérêt à ce que le vol soit admis.

Sur le plan économique, c'est la même chose : tout le monde souhaite une régulation politique de l'activité économique... sauf ceux qui ont par définition intérêt à ce qu'il y ait le moins de régulation possible, quitte à appeler au secours en cas de difficultés.

Prenons deux exemples : - les pays - les spéculateurs

- la plupart des pays ne veulent d'une régulation politique qu'à la condition qu'elle ne nuise pas à leurs intérêts. Par exemple, les Etats-Unis aspirent l'épargne mondiale et ne veulent surtout pas que cela cesse.
- De la même façon, les places boursières américaines dominent la finance mondiale. Les Etats-Unis ne veulent donc pas envisager une régulation qui leur serait une contrainte
- Les spéculateurs sont sur la même ligne : ce qui justifie leur existence, c'est justement l'absence de régulation politique de leur activité.

Il faut ici se rappeler qu'il existe bien deux types de spéculation :

- une spéculation « prudentielle » dont le but est de valoriser au mieux les actifs qu'on lui a confiés. En général cette spéculation vise plutôt le profit de long terme et son activité est assez peu déstabilisatrice.
- mais il existe aussi une spéculation de « prédateurs » dont le but est de faire un maximum de profits en un minimum de temps : on les retrouve surtout dans les « Hedge funds »

On remarquera bien entendu une très nette collusion entre les intérêts privés et les intérêts des Etats.

Ceci n'est pas exactement propre aux Etats-Unis, même s'ils en sont les champions.

Mais par exemple la France et l'Allemagne ont longtemps fermé les yeux sur les dérives financières grecques, car ce sont les banques de ces pays qui sont parmi les principales prêteuses de ce pays (57,4 milliards € pour la France, 34 milliards € pour l'Allemagne et 143,3 pour l'ensemble de l'UE).

Et tant que le cas grec ne présentait pas de risques majeurs, on entendait assez peu ces pays, et en particulier la France, souhaiter une intervention.

2. Les forces en présence

En admettant même que les différents acteurs politiques souhaitent se mettre d'accord pour réguler l'activité économique mondiale, et en particulier l'activité financière, il faut être conscient du poids des acteurs qu'il conviendrait de réguler, ce qui pose le problème des moyens à mettre en œuvre.

Regardons par exemple le PIB de quelques pays ou zones en milliards de \$ en 2008 :

Pays	PIB	Pays	PIB	Pays	PIB
USA	14 204	Zone €	13 565,5	France	2853,1
Allemagne	3653	Roy-Uni	2645,6	Japon	4909,3
Chine	3860	Grèce	357	Monde	60 115

Comparaison entre les mouvements financiers internationaux et les échanges internationaux de marchandises

	1992	2004	2007
Echanges internationaux de biens (en milliards de \$)	3675	7375	13619
Transactions internationales de capitaux (milliards \$)	299 300	686 200	1 171 650
Rapport	81,4	93	86

Même les fonds souverains, qui peuvent être le bras armé des Etats pour limiter les dégâts spéculatifs semblent un peu désarmés face à la puissance financière mondiale.

III- Quel pouvoir politique peut influencer l'économie ?

L'intervention du politique dans l'économie semble donc nécessaire, mais il semble également relativement impuissant.

Qui peut le faire alors ?

1. Sur le plan mondial

Il existe pour l'instant deux organismes techniques, le FMI et l'OMC qui pourraient commencer à jouer ce rôle.

Il existe de façon plus récente le G20. Mais est-il légitime et efficace ?

Le Fonds monétaire international

Il regroupe aujourd'hui 185 pays. Son siège est à Washington.

Il a une double direction : - le niveau politique - le niveau administratif

Mais dans la réalité, c'est surtout le niveau administratif qui prend les décisions les plus importantes.

Le FMI est par tradition (de plus en plus contestée) dirigé par un européen. Il s'agit aujourd'hui de M

Dominique Strauss-Kahn

■ Niveau politique

- Le conseil des gouverneurs qui réunit 1 fois par an les 185 pays membres

- Le comité monétaire et financier regroupe 24 pays (les 10 principaux donateurs + 14 pays à tour de rôle). Il se réunit 2 fois par an

■ Le niveau administratif

- Le conseil d'administration : 24 membres (dont 1 pour les 10 « grands ») assure la gestion quotidienne

- Le directeur général assisté de 3 directeurs généraux adjoints

Les droits de vote au FMI sont déterminés par l'argent apporté par chaque État : on appelle cela des « quotes-parts » qui sont révisées périodiquement

Les « petits » pays cèdent en général leurs quotes-parts aux grands pays, ce qui renforce le pouvoir de ceux-ci.

Le total des quotes-parts représente à un moment donné le total des fonds prêtables par le FMI soit actuellement 260 milliards €.

Le but du FMI est désormais de prêter des fonds à des pays qui se trouvent en difficulté financière conjoncturelle (incapacité de rembourser ses dettes)

C'est par exemple le cas en ce moment de l'Islande, des pays Baltes, de la Grèce...

En échange de ces prêts, le FMI impose à ces pays des « plans d'ajustement structurels », c'est-à-dire des plans d'austérité budgétaire.

Jusqu'à la crise financière de 2009, le FMI était très critiqué pour plusieurs raisons :

- Son caractère non démocratique : il est largement dominé par les pays occidentaux, et en particulier les Etats-Unis qui détiennent 17,5% des droits de vote

- Sa vision strictement libérale et financière de l'activité économique
 - Sa dureté sociale, en particulier envers les PED, ce qui a parfois entraîné des émeutes de la faim, et des émeutes tout court en Grèce
 - Son incapacité à avoir prévu les différentes crises financières, et en particulier la dernière : il ne jouerait qu'un rôle de « pompier »

Le FMI semble aujourd'hui un peu plus crédible :

- Il se démocratise « un peu » en faisant place à certains pays émergents : Chine, Brésil, Inde (au détriment de l'Europe).
- Sa gestion des différentes crises financières semble avoir été efficace
- Il exerce une véritable force de proposition auprès du G20, surtout en matière de réformes du système financier : on lui doit en particulier la « liste noire » des Paradis fiscaux.

L'Organisation Mondiale du Commerce

L'OMC a été officiellement mise en place lors de la conférence de Marrakech le 1^{er} Janvier 1995.

Elle siège à Genève et son Directeur général est M Pascal Lamy (France). Il y a actuellement 153 pays membres de l'OMC

L'organe décisionnel de l'OMC est la conférence ministérielle qui réunit les 153 pays et qui doit prendre les décisions à l'unanimité : 1 pays = 1 voix. Elle se réunit au moins 1 fois tous les 2 ans

L'OMC est également sujette à de nombreuses critiques :

- Paradoxalement son aspect démocratique bloque les décisions, à l'inverse du FMI. Depuis 2001, nous sommes dans le cycle de négociations commerciales de Doha, qui devrait s'achever en 2010. Mais chaque décision doit être prise à l'unanimité ce qui est très difficile.

- Sa philosophie est résolument « libre échangiste » : on appelle cela parfois le « consensus de Washington » : *Trade not aid* (l'aide par le commerce)

- L'OMC fait l'impasse sur les conflits pouvant exister entre le commerce, les droits de l'homme, les droits sociaux et environnementaux...

Le G20 : une nouvelle gouvernance mondiale ?

Le G20 est la réunion des 19 pays les plus puissants du monde sur le plan politique + l'Union européenne

Il ne s'agit donc pas des 20 plus puissants économiquement : par exemple l'Espagne (8^o puissance économique) ne fait pas partie du G20. Le G20 accueille également le FMI et la Banque mondiale. Depuis la crise financière de 2009, le G20 a pris une importance croissante. Le G20 représente actuellement 65% de la population mondiale, les 2/3 du commerce mondial et 92% de la production mondiale. Sa légitimité semble donc relativement évidente.

Le G20 peut-il devenir un nouvel ordre mondial ?

- oui dans le sens où il est à la fois plus puissant et plus démocratique que d'autres institutions
- oui dans le sens où sa philosophie ne semble pas pour l'instant être seulement libérale
- mais non dans le sens où les pays les plus pauvres ne sont pas représentés (1 seul pays africain (Afrique du sud), aucun pays d'Amérique centrale)
- et non dans le sens où les décisions restent pour l'instant des vœux pieux qui semblent davantage destinés à calmer les opinions qu'à régler vraiment les problèmes.

2. Sur le plan européen :

La problématique est ici plus simple : tout le monde sait désormais qu'avoir une monnaie unique sans instance politique commune est une erreur.

Cette instance politique aurait pu :

- inciter la Grèce et d'autres pays à mener une politique beaucoup moins laxiste sur le plan budgétaire, depuis longtemps.
- agir beaucoup plus rapidement devant les difficultés quand elles se sont présentées
- définir un cadre plus cohérent de politique économique pour les pays membres de la Zone euro

L'instance politique de la zone euro, dont l'existence est légalisée par le Traité de Lisbonne, ne peut-être que l'euro groupe, la réunion des ministres de l'économie des pays membres de cette zone.

L'objectif serait de lui faire acquérir un véritable statut autonome et décisionnaire. Il y a bien un haut représentant aux affaires étrangères, il pourrait bien y avoir un haut représentant aux affaires économiques (M Junker ?)

Mais ceci suppose alors que la Commission européenne redevienne ce qu'elle n'aurait jamais du cesser d'être : un simple organe technique. Pas sûr que l'Union européenne y soit prête.

Conclusion : optimisme ou réalisme ?

La politique est donc nécessaire à l'activité économique, et pourtant elle peine à s'imposer.

Si on est optimiste, on peut espérer que la pédagogie des crises va s'imposer, et que devant les urgences, les différents pouvoirs vont s'unir pour offrir un véritable cadre régulé à l'activité économique.

Si on est réaliste, on peut craindre que les différents pouvoirs jouent, comme d'habitude, les pompiers de service, mais oublient les nécessités une fois les urgences passées, et que la question se repose quand une nouvelle crise surviendra.